

**Le poids de l'histoire : les analogies historiques
peuvent-elles expliquer l'échec américain en Irak?**

Communication présentée dans le cadre du
Congrès annuel de l'Association canadienne de science politique,
Vancouver, Canada
4 juin 2008

Marie-Chantal Locas et Charles-Philippe David
Université du Québec à Montréal
Panel: US Exceptionalism (D1b)

Le 17 mars 2003, George W. Bush lançait un ultimatum à Saddam Hussein lui donnant 48 heures pour quitter l'Irak sans quoi les États-Unis et leur « coalition des volontaires¹ » allaient utiliser la force pour faire tomber son régime. Depuis 1998, année où fut voté par le Congrès le *Iraq Liberation Act*, les Américains avaient ouvertement exposé leur volonté de voir le dictateur irakien être renversé². Alors que Washington avait agi tout au long des années 1990 avec le consentement de la communauté internationale, les événements du 11 septembre 2001 ont fourni à l'administration de George W. Bush le prétexte pour agir unilatéralement en ignorant les recommandations de plusieurs alliés et des institutions internationales qui avaient jusqu'alors pris en charge le dossier irakien.

Peu de temps après le rejet de l'ultimatum par Saddam Hussein, Bagdad tombait aux mains des forces armées américaines et les images des fusiliers marins faisant basculer la statue du dirigeant déchu faisaient le tour du monde. Le 1^{er} mai, soit moins de deux mois après le déploiement des États-Unis en Irak, George W. Bush déclarait « mission accomplie » à bord du *USS Abraham Lincoln* et annonçait la fin des opérations de combat majeur. Dix jours plus tard, l'ex-ambassadeur L. Paul Bremer III prenait les commandes de l'Autorité provisoire de la coalition (APC) dont la mission était d'administrer le pays en attendant le moment propice pour transférer la souveraineté au peuple irakien. Aujourd'hui, soit cinq ans plus tard, la situation en Irak demeure critique. Le gouvernement élu démocratiquement est incapable de faire progresser la réconciliation nationale, d'assurer la sécurité de son peuple ou de lui fournir les services essentiels de base auxquels il est en droit de s'attendre. Les Américains, toujours présents sur le territoire ont de moins en moins d'influence sur le cours des événements et les décisions prises par l'administration Bush sont de plus en plus contestées à travers le monde de même qu'à Washington. Les débats portant sur l'avenir de l'Irak sont nombreux, mais personne ne semble détenir la solution pour mettre un terme à ce que plusieurs qualifient déjà depuis un certain temps de guerre civile³.

En analysant les différentes politiques de reconstruction de l'Irak par l'administration Bush, il est possible de constater que malgré tous les efforts de planification déployés, les Américains n'ont pas été en mesure d'anticiper les difficultés rencontrées une fois sur le terrain. En effet, les experts du Pentagone ont fait une très mauvaise analyse de la situation irakienne ce qui les a menés à commettre plusieurs erreurs stratégiques. Selon Larry Diamond, qui a agi à titre de conseiller de l'APC entre janvier et avril 2004, l'administration Bush n'a jamais vraiment été disposée à investir les ressources nécessaires à la stabilisation de l'Irak et n'a pas été en mesure de tirer le

¹ Alors que son père l'avait déjà utilisée en 1990, cette expression a été employée publiquement pour la première fois par George W. Bush dans un discours prononcé lors d'un Sommet de l'OTAN en novembre 2002. L'administration Bush l'a ensuite utilisée pour faire référence aux pays ayant donné leur appui à l'invasion de l'Irak de 2003.

² « It should be the policy of the United States to support efforts to remove the regime headed by Saddam Hussein from power ». Library of Congress, *Iraq Liberation Act of 1998*, [en ligne]. <http://thomas.loc.gov/cgi-bin/query/z?c105:H.R.4655.ENR>: (page consultée le 4 septembre 2007).

³ « In fact, there is a civil war in progress in Iraq, one comparable in important respects to other civil wars that have occurred in postcolonial states with weak political institutions », James D. Fearon, « Iraq's Civil War », *Foreign Affairs*, vol.86, no2 (mars-avril 2007), pp.2-7.

meilleur parti de celles qu'elle y a consacrées⁴. Plutôt que de prendre en considération les mises en garde formulées par le *Future of Iraq Project* et les autres documents traitant de l'après-guerre, les officiels du département de la Défense ont d'abord cru qu'il serait possible de stabiliser l'Irak avec un nombre de troupes inférieur à celui recommandé par les experts⁵. Au lieu de se préparer au pire, le Pentagone a naïvement pensé que les Irakiens allaient accueillir les forces de la coalition en libérateur et qu'une fois le régime de Saddam Hussein déchu, les membres de l'opposition en exil pourraient mettre en place un régime démocratique. Cette mauvaise analyse de la situation n'a été que le début d'une série d'erreurs stratégiques commises par l'administration Bush. Selon Jay Garner, les Américains ont commis en Irak trois erreurs monumentales : l'ampleur bien trop grande de la politique de débaathification mise en œuvre par l'APC, la dissolution des forces armées et l'arrêt en mai 2003 du processus de transfert de pouvoir aux Irakiens tel que le BRAH l'avait entrepris⁶.

Pourquoi les Américains ont-ils été incapables de stabiliser l'Irak après une victoire militaire pour le moins décisive? Que s'est-il passé? Où l'administration Bush a-t-elle échoué? Outre les antagonismes bureaucratiques, la dérive idéologique et l'incompétence de nombreux officiels en poste tant à Washington qu'à Bagdad, l'analyse des failles du processus décisionnel de l'administration Bush peut nous aider à mieux comprendre l'échec américain en Irak. Selon nous, l'utilisation des analogies historiques par les décideurs constitue un facteur issu de l'analyse décisionnelle susceptible d'apporter un éclairage nouveau sur certaines erreurs commises par les Américains en Irak. En effet, cette tendance à avoir recours aux leçons de l'histoire est un phénomène très répandu. Depuis 1945, bon nombre de dictateurs ont été comparés à Adolf Hitler et on a régulièrement entendu parler de l'analogie munichoise. Le syndrome du Vietnam est également, depuis les années 1970, une analogie qui a fortement marqué l'imaginaire des décideurs politiques américains. Comme il est toujours difficile de définir une situation nouvelle, les décideurs américains se raccrochent au passé et procèdent par analogie pour mieux comprendre la portée des événements qui se succèdent tout au long de leur mandat. Le président et ses conseillers étant soucieux d'éviter les erreurs du passé ou encore de répéter les exploits de leurs prédécesseurs, ces références historiques peuvent

⁴ Larry Diamond, « What Went Wrong in Iraq », *Foreign Affairs*, vol.83, no5 (septembre-octobre 2004), p. 34-57.

⁵ En se basant sur les expériences de *nation-building* des années 1990, James Dobbins de la Rand Corporation estimait dans *America's Role In Nation-Building* qu'il faudrait entre 400 000 et 500 000 soldats américains pour stabiliser l'Irak après la fin des opérations de combats. L'ancien Chef d'état major de l'armée américaine, le général Eric Shinseki ainsi que l'ancien commandant du Commandement central des États-Unis, le general Anthony Zinni, ont également recommandé le déploiement d'environ 450 000 hommes en Irak. Depuis 2003, le nombre de troupes américaines en Irak n'a jamais dépassé les 168 000 atteints en septembre 2007. Voir à ce sujet Frontline, « Extended Interviews – James Dobbins », *The Lost Year in Iraq* [en ligne]. <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/yeariniraq/interviews/dobbins.html> (page consultée le 22 octobre 2007). Global Security, *Iraq – US Ground Forces End Strength* [en ligne]. http://www.globalsecurity.org/military/ops/iraq_orbat_es.htm (page consultée le 22 octobre 2007).

⁶ Bob Woodward, *State of denial*, New York, Simon & Schuster, 2006, p.219. Dans un article publié dans la revue *Foreign Affairs* de septembre/octobre 2004, Larry Diamond affirmait également que les Américains avaient commis en Irak deux erreurs de calcul stratégique majeures, soit la campagne de débaathification telle qu'entreprise par Paul Bremer et la dissolution de l'armée irakienne. Larry Diamond, loc. cit.

ainsi avoir une très grande influence sur le processus décisionnel au sein même de l'administration américaine. Celles-ci sont d'ailleurs souvent mentionnées dans les études de cas portant sur les décisions prises à la Maison-Blanche et quelques auteurs tels que Ernest May, Richard Neustadt, Jeffrey Record ou encore Yuen Foong Khong ont analysé leur portée et leur influence réelle sur le processus décisionnel⁷.

Nous avons décidé de nous pencher sur l'étude des analogies historiques puisque peu de recherches ont été réalisées sur l'utilisation de ces leçons de l'histoire par l'administration Bush, et ce malgré le fait que le président et son équipe ne manquent jamais une occasion de se comparer à leurs prédécesseurs de l'administration Truman⁸. De plus, les recherches que nous avons effectuées portent à croire que l'analogie faite par plusieurs dirigeants américains entre l'occupation de l'Allemagne au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et l'occupation de l'Irak suite au renversement de Saddam Hussein permettrait d'expliquer certaines des erreurs commises par les États-Unis en Irak. Au cours de cette présentation, nous répondrons donc à la question suivante : comment et pourquoi le modèle allemand a-t-il influencé le processus décisionnel de l'administration Bush en ce qui a trait à la planification et à la mise en œuvre des politiques de reconstruction en Irak? En fait, l'hypothèse que nous défendons est que l'analogie allemande a bel et bien influencé les décisions de certains membres de l'administration Bush en ce qui a trait aux politiques de reconstruction de l'Irak et que l'utilisation de ce modèle peut expliquer en partie certaines erreurs stratégiques qui y ont été commises.

Étudier l'influence des analogies historiques sur les prises de décision des dirigeants américains s'inscrit dans le cadre d'une analyse cognitive du processus d'élaboration de la politique étrangère des États-Unis. Cette approche, qui met l'accent sur l'importance des croyances d'un individu quand vient le temps de prendre une décision, affirme en premier lieu que les humains sont dotés de capacités cognitives limitées alors qu'ils sont quotidiennement confrontés à d'énormes quantités d'information dont la nature est plus souvent qu'autrement ambiguë. Étant donné ces capacités limitées et l'abondance de l'information disponible, on note chez l'humain une forte tendance à utiliser des raccourcis cognitifs dans le cadre de son processus décisionnel. Selon Christopher Hemmer, le recours à de tels raccourcis est particulièrement fréquent chez les décideurs politiques vu la nature complexe, incertaine et changeante du contexte dans lequel ils évoluent. Un des principaux raccourcis cognitifs

⁷ Yuen Foong Khong, *Analogies at War : Korea, Munich, Dien Bien Phu, and the Vietnam Decisions of 1965*, Princeton, Princeton University Press, 1992. Ernest R. May, *Lessons" of the Past; the Use and Misuse of History in American Foreign Policy*, New York, Oxford University Press, 1973. Richard E. Neustadt et Ernest R. May, *Thinking in Time : the Uses of History for Decision-Makers*, New York, Free Press, 1986. Jeffrey Record, *Making War, Thinking History: Munich, Vietnam, and Presidential Uses of Force from Korea to Kosovo*, Annapolis, Naval Institute Press, 2002.

⁸ « Particularly at the State Department, the Truman-Acheson reference has become a mantra, part of the standard, bedrock rhetoric of the Secretary both in her prepared and extemporaneous remarks. Secretary Rice and President Bush clearly want this comparison to be accepted and made by others.», James M. Goldgeier et Derek H. Chollet, « The Truman Standard », *The American Interest*, vol.1, no4 (été 2006), p.107.

utilisés par les dirigeants est le raisonnement par analogies, qui consiste à transférer certaines informations relatives à une situation donnée, la base ou la source, vers une autre situation, la cible⁹. Toujours selon Hemmer, la plupart des analogies utilisées par les décideurs sont de nature historique et les incitent donc à faire référence à des événements passés avec lesquels ils sont familiers pour rendre compte d'une situation présente¹⁰.

Dans son ouvrage intitulé *Perception and Misperception in International Politics*, Robert Jervis se questionne sur la manière dont le passé influence les perceptions qu'ont les dirigeants du présent. Selon cet auteur, ce qu'un individu retient des faits ayant marqué l'histoire est un facteur important qui détermine l'image et influence l'interprétation de l'information qu'il reçoit¹¹. En effet, les événements ayant eu lieu dans le passé sur la scène internationale fournissent aux décideurs une série de scénarios envisageables à partir desquels il est possible d'établir des liens avec le présent, ce qui les aide à mieux comprendre le monde dans lequel ils évoluent. Puisqu'ils sont influencés par leurs croyances à propos du passé, les décideurs sont parfois portés à établir des parallèles entre certains événements et ainsi percevoir l'avenir comme une simple continuité de l'histoire.

Pour Yuen Foong Khong, il n'est toutefois pas suffisant de constater que les dirigeants américains font référence au passé pour affirmer que les analogies historiques ont un impact réel sur leurs prises de décisions. Dans *Analogies at war : Korea, Munich, Dien Bien Phu, and the Vietnam decisions of 1965*, l'auteur examine en détail le processus par lequel l'histoire influence les différentes étapes que traverse un décideur lorsque celui-ci doit élaborer une nouvelle politique. Dans son ouvrage, Khong définit d'abord brièvement le phénomène. « Learning from the past is said to occur when policymakers look to the past to help them deal with the present; the principal device used in this process is the historical analogy. The term historical analogy signifies an inference that if two or more events separated in time agree in one respect, they then may also agree in another¹² ». Suite à cette définition, Khong analyse la manière dont ces références historiques influencent le processus décisionnel des dirigeants. D'abord, l'analogie aide ces derniers à définir la nature du problème auquel ils sont confrontés puisqu'elle leur permet de le comparer avec une situation antérieure avec laquelle ils sont plus familiers. Une telle comparaison a habituellement pour effet de mettre en valeur les similarités tout en camouflant les différences entre les deux cas étudiés. L'analogie historique permet également aux décideurs de mesurer l'ampleur du problème qu'ils rencontrent et leur propose implicitement tout un éventail de solutions. Le recours aux leçons de l'histoire influence ensuite leur évaluation de ces solutions ainsi que celle des autres alternatives qui leur sont présentées. En fait, l'analogie permet d'examiner les différentes implications des options proposées en mesurant leurs chances de succès, en évaluant leur rectitude morale et en présentant les dangers qui leurs sont reliés. Ainsi,

⁹ Christopher Hemmer, *Which Lessons Matter? American Foreign Policy Decision Making in the Middle East, 1979-1987*, Albany, State University of New York Press, 2000, p.5.

¹⁰ Ibidem.

¹¹ Robert Jervis, *Perception and Misperception in International Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1976, p.217.

¹² Yuen Foong Khong, op. cit., p.6-7.

l'utilisation des analogies historiques apporte plusieurs réponses aux questions que se posent les dirigeants au moment où ceux-ci doivent prendre une décision. Pour le meilleur ou pour le pire, les analogies sont donc un instrument d'analyse très puissant ayant une grande influence sur le processus décisionnel des décideurs. Lorsqu'une analogie est utilisée pour évaluer une situation, elle favorise nécessairement certains choix et détourne l'attention des leaders politiques des autres options proposées¹³. En effet, si un dirigeant perçoit des similitudes entre la menace à laquelle il fait face et celle posée par Hitler dans les années 1930, il sera beaucoup plus enclin à promouvoir une politique militariste que s'il compare cette même menace à celle posée par le Vietnam dans les années 1960¹⁴. Pour certains experts dont Stanley Hoffmann, le recours aux analogies historiques prouve irréfutablement le pouvoir et l'influence des idées sur les prises de décisions des dirigeants américains¹⁵.

Au moment où Washington planifiait la mise en œuvre de ses opérations en Irak, la documentation à propos de l'après-guerre était plus qu'abondante. En effet, l'administration Bush disposait lors de la création du BRAH en janvier 2003 d'une multitude d'études et de recherches publiées par différents *think tanks* et centres de recherche universitaires de même que par le gouvernement américain lui-même. Ces différents ouvrages offraient aux dirigeants en place plusieurs scénarios à l'intérieur desquels la reconstruction de l'Irak pouvait être élaborée. Pour émettre leurs recommandations, certains chercheurs se sont inspirés des diverses expériences américaines de *nation-building*, depuis l'intervention en Haïti jusqu'à la plus récente en Afghanistan¹⁶. D'autres, au contraire, s'opposaient à l'approche utilisée par l'administration Clinton, qu'on accusait d'être la cause des échecs en Haïti, en Somalie, au Kosovo de même qu'en Bosnie, et favorisaient plutôt la mise en place d'une politique centralisée à l'image du grand compromis de 1787¹⁷. Enfin, ceux qui proposaient de concevoir la reconstruction de l'Irak dans le cadre de la lutte contre le terrorisme entreprise à la suite du 11 septembre 2001 en Afghanistan et d'un large processus de paix au Moyen-Orient faisaient mention dans leur rapport des conflits en Palestine, au Cachemire et en Tchétchénie, du comportement à adopter face aux États voyous comme l'Iran et la Syrie et enfin des régimes autoritaires soutenus par les Américains en Égypte et en Arabie Saoudite¹⁸. Mais de toutes ces analyses disponibles, aucune n'a été retenue pas l'administration Bush. En fait, le modèle utilisé par l'équipe du président dans la planification et la mise en œuvre des opérations de reconstruction de l'Irak en 2003 a plutôt été l'occupation américaine de l'Allemagne après la Deuxième Guerre mondiale.

¹³ Ibid., p.21-22.

¹⁴ Christopher Hemmer cité dans Jeffrey Record et Dominique David, « Munich, le Vietnam et l'Irak : du bon (ou du mauvais) usage de l'histoire », *Politique étrangère*, vol.70, no 3 (automne 2005), p.604.

¹⁵ Stanley Hoffmann, *Gulliver's Troubles, or the Setting of American Foreign Policy*, New York, McGraw-Hill, 1968, pp.135-137.

¹⁶ Center for Strategic and International Studies, *A Wiser Peace: An Action Strategy For a Post-Conflict Irak* [en ligne]. <http://www.Irakwatch.org/perspectives/csis-wiserpeace-012103.pdf> (page consultée le 4 septembre 2007).

¹⁷ Heritage Foundation, *Forging a Durable Post-War Political Settlement in Irak* [en ligne]. http://www.heritage.org/Research/Irak/upload/37587_1.pdf (page consultée le 4 septembre 2007).

¹⁸ Washington Institute For Near East Policy, *Winning the Peace in the Middle East - A Bipartisan Blueprint for Postwar U.S. Policy* [en ligne]. <http://www.washingtoninstitute.org/html/pdf/WinningthePeace.pdf> (page consultée le 4 septembre 2007).

En octobre 2001, le département d'État américain mettait sur pied le *Future of Iraq Project*, formé de 17 groupes de travail composés de plus de 200 experts irakiens chargés entre autres d'élaborer un cadre légal en vue de la formation d'un nouveau gouvernement, d'étudier les questions reliées à l'amnistie, aux réparations d'après-guerre et à l'éventuel processus de débaathification, puis de travailler sur les aspects économiques de la reconstruction¹⁹. D'entrée de jeu, dans son premier volume, les membres de ce projet affirment que pour atteindre leurs objectifs de démocratisation, les Américains devront s'engager en Irak de façon résolue, comme ils l'avaient fait en Allemagne et au Japon au lendemain de la Seconde Guerre mondiale²⁰. De leur côté, les experts du *Democratic Principles Work Group*²¹ évoquent également à plusieurs reprises l'occupation de l'Allemagne après la Deuxième Guerre mondiale comme un modèle à suivre pour élaborer les opérations de reconstruction en Irak dans leur rapport publié en novembre 2002 portant sur la transition démocratiques de l'Irak. Dans un premier temps, les auteurs proposent de s'inspirer du procès de Nuremberg pour mettre en place le tribunal devant lequel seront jugés les anciens officiels irakiens²². Toujours dans le même document, les experts irakiens proposent de s'inspirer des politiques de dénazification mises en place en Allemagne pour élaborer l'éventuel processus de débaathification qui devra être mis en œuvre en Irak suite au renversement du régime de Saddam Hussein²³. Dans leurs recommandations, les auteurs de ce groupe de travail affirment aussi que le gouvernement de transition mis en place suite au changement de régime en Irak devra rapidement mettre hors-la-loi le parti Baath, comme la constitution allemande avait rendu illégal le parti Nazi au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale²⁴.

En décembre 2002, le *U.S. Army War College* (USAWC) publiait également le fruit de ses réflexions à propos de l'éventuelle reconstruction de l'Irak. Ce rapport, divisé en trois sections et intitulé « Reconstructing Iraq : Insights, Challenges, and Missions for

¹⁹ « Under the direction of former State official Thomas S. Warrick, the Department organized over 200 Iraqi engineers, lawyers, businesspeople, doctors and other experts into 17 working groups to strategize on topics including the following: public health and humanitarian needs, transparency and anti-corruption, oil and energy, defense policy and institutions, transitional justice, democratic principles and procedures, local government, civil society capacity building, education, free media, water, agriculture and environment and economy and infrastructure », The National Security Archives, *New State Department Releases on the "Future of Iraq" Project* [en ligne]. <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB198/index.htm> (page consultée le 4 septembre 2007).

²⁰ « Iraq is not Afghanistan; U.S. should make commitment to Iraq like Japan and Germany », The National Security Archives, *Overview* [en ligne]. <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB198/FOI%20Overview.pdf> (page consultée le 4 septembre 2007), p.11.

²¹ Ce groupe peut être considéré comme un des plus importants du *Future of Iraq Project*. Les Irakiens impliqués dans cet effort de planification l'ont d'ailleurs qualifié de « Mother of all Working Groups », David L. Phillips *Losing Iraq: Inside the Postwar Reconstruction Fiasco*, New York, Westview Press, 2005, p.5.

²² The National Security Archives, *The Transition to Democracy in Iraq* [en ligne]. <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB198/FOI%20Democratic%20Principles.pdf> (page consultée le 4 septembre 2007), p.43.

²³ « The examples of de-Nazification of members of the Nazi Party following the end of the second world war (...) may prove helpful for purposes of de-Ba'athification », Ibid, p.47.

²⁴ Ibid., p.65.

Military Forces in a Post-Conflict Scenario » passe d'abord en revue les différentes occupations américaines ayant eu lieu au cours du 19^e siècle afin de tirer les leçons des expériences passées. Dans sa section exposant les différentes analogies pouvant servir de modèle à la planification des opérations en Irak, les chercheurs du USAWC, à l'instar des experts du *Future of Iraq Project*, suggèrent que la dénazification de l'Allemagne serve de modèle au processus de débaathification de L'Irak²⁵. De plus, le rapport du USAWC met l'accent sur l'importance d'établir et de consolider en premier lieu les instances gouvernementales locales en Irak avant de songer à organiser des élections au niveau national²⁶. Pour justifier cette recommandation, on y rappelle le rôle important joué par les maires allemands au début de l'occupation américaine qui avaient permis de prendre le contrôle du territoire par le bas et ainsi prévenir la résurgence de tout mouvement radical. Enfin, ce document insiste sur l'importance d'une planification détaillée des opérations de reconstruction en Irak comme cela avait été fait pour les opérations menées en Allemagne au lendemain de la Seconde Guerre mondiale²⁷.

En janvier 2003, l'administration Bush confiait aux experts du Pentagone la responsabilité de planifier la reconstruction de l'Irak, ce qui constituait une rupture par rapport aux diverses opérations de *nation-building* entreprises par les États-Unis au cours des années 1990. Malgré les réserves émises par le département d'État, qui avait développé sous les administrations précédentes une grande expertise en la matière, tous ont fini par se rallier à l'argument qui consistait à rappeler que la reconstruction de l'Allemagne après 1945 avait été orchestrée avec succès par le département de la Guerre, soit l'ancêtre du département de la Défense²⁸. Ainsi, la conception qu'avaient les officiels du Pentagone de la reconstruction de l'Irak a été déterminante dans la mise en œuvre des opérations d'après-guerre²⁹. Selon George Packer, la guerre menée par les États-Unis en Irak a été en grande partie le fruit de l'imagination de Wolfowitz qui voyait la libération de Bagdad à l'image de celle de Berlin en 1945³⁰. À ce sujet, George Tenet, ancien

²⁵ U.S. Army War College, *Reconstructing Irak : Insights, Challenges, and Missions for Military Forces in a Post-Conflict Scenario* [en ligne]. <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pdffiles/PUB182.pdf> (page consultée le 4 septembre 2007), p.14-15.

²⁶ « The regime in Germany was changed from the bottom up. Local elections and councils were allowed to function, and responsibility was shifted to local authorities as quickly as possible. State governments were next in priority, and only after they were working effectively were national elections considered », Ibidem.

²⁷ Dès 1942, soit près de trois ans avant le début de l'occupation, le USAWC avait amorcé la planification des opérations de reconstruction de l'Allemagne.

²⁸ « It seemed to me logical. The last time we had occupied a country was in Germany and Japan at the end of the Second World War. In both cases, the occupation was run by the War Department, as the Defense Department was then called », Frontline, « Extended Interviews – Paul Bremer », *The Lost Year In Iraq* [en ligne]. <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/yearinIraq/interviews/bremer.html> (page consultée le 4 septembre 2007).

²⁹ D'autant plus que les efforts de planification mis en place avant 2003 ont été largement ignorés par les officiels du département de la Défense. « Iraq was thrown into crisis when Bush administration officials, especially Pentagon political appointees, rushed to war and decided to ignore the planning that was underway », David L. Phillips, op.cit., p.5.

³⁰ « When I listen to Mr. Wolfowitz, I feel that he mistakes Baghdad for Berlin in 1945 ». Ghassan Salamé cité dans George Packer, *The Assassins' Gate: America in Iraq*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2005, p.214.

directeur de la CIA, affirmait en 2007 que dans l'esprit de Wolfowitz, le mot Baath pouvait tout simplement être remplacé par le mot Nazi et que l'administration Bush avait élaboré l'intervention américaine en Irak en ayant en tête la vaste entreprise de démocratisation de l'Allemagne au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale³¹. De son côté, le rédacteur en chef du magazine Newsweek, Michael Hirsh soutient que les officiels américains ont adopté l'occupation de l'Allemagne comme modèle pour la reconstruction de l'Irak à un point tel qu'ils ont emprunté plusieurs passages provenant de documents issus de l'ère du Plan Marshall pour rédiger les documents concernant l'Irak post-Saddam Hussein, oubliant même parfois de changer les Reichsmarks pour des Dinars lorsqu'il était question de développement économique³².

Peu de temps après la chute de Saddam Hussein, il était désormais clair aux yeux de tous que les Américains menaient en Irak une véritable politique d'occupation et qu'une fois l'héritage du parti Baath éliminé, ils avaient l'intention de rebâtir une société irakienne selon leurs propres attentes de ce que devrait être une société libre et démocratique. Dans ses mémoires, Paul Bremer expose d'ailleurs très clairement la vision empreinte de l'analogie allemande qu'il avait de son mandat à la tête de l'APC, qu'il envisageait « comme celui d'un Lucius Clay (en Allemagne) ou d'un Douglas MacArthur (au Japon) ³³ ». Bien qu'il ait été conscient dès le départ des nombreuses différences entre l'Allemagne de 1945 et l'Irak de 2003, Paul Bremer était tout de même convaincu que celle-ci pouvait servir de modèle. Ainsi, dans les premiers mois de son mandat, il a suivi avec entêtement ce que Michael Hirsh qualifie de « protocole allemand », c'est-à-dire la mise en place d'une constitution garantissant d'abord les droits de la population, la tenue d'élections locales et ensuite seulement, le retour de la souveraineté entre les mains des Irakiens³⁴. Pour cette raison, Bremer et ses supérieurs à Washington ont complètement ignoré la demande formulée par les leaders chiites pour la tenue d'élections nationales. Ils ont aussi marginalisé l'Ayatollah Ali Sistani tout comme le Conseil de gouvernement transitoire, créé par Bremer lui-même. En fait, ce que le Pentagone souhaitait au départ, c'est installer à la tête du gouvernement irakien un allié des États-Unis comme Ahmed Chalabi, davantage susceptible d'acquiescer aux demandes américaines, notamment celle d'installer une base militaire permanente en Irak, comme cela avait été le cas cinquante ans plus tôt en Allemagne. Cependant, les Américains ont rapidement dû se rendre à l'évidence : Ahmed Chalabi n'était pas Konrad Adenauer, politicien allemand emprisonné sous le régime nazi qui devint le premier chancelier de la République Fédérale d'Allemagne. En effet, la personnalité controversée de Chalabi de même que l'absence de toute base politique le soutenant en territoire irakien ont forcé l'administration Bush à revoir sa stratégie de transfert de souveraineté et donc à modifier le mandat du Conseil de gouvernement transitoire, à qui Bremer avait confié au début de l'été 2003 un rôle strictement consultatif.

³¹ George Tenet, *At the Center of the Storm: My Years at the CIA*, London, HarperPress, 2007, p.422.

³² Michael Hirsh, « Endgame: How Will We Know When We Can Finally Leave? », *The Washington Post*, 26 septembre 2004, p.B1.

³³ Charles-Philippe David, Karine Prémont et Julien Turreille, *L'erreur : L'échec américain en Irak cinq ans plus tard*, Sillery, Septentrion, 2008, p.59.

³⁴ Michael Hirsh, loc. cit.

Bien que Saddam Hussein ait été au pouvoir en Irak bien plus longtemps qu'Adolf Hitler en Allemagne, l'emprise du parti Baath sur la société irakienne était selon Bremer comparable à la domination du parti Nazi au sein de la société allemande. En effet, comme les Nazis, les Baathistes avaient non seulement pris le contrôle de la vie politique irakienne, mais aussi de la société tout entière grâce à un savant mélange d'État policier, de terreur et de flagornerie³⁵. De plus, le parti Baath exigeait de ses membres qu'ils participent à des séances d'endoctrinement où ils devaient mémoriser une série de slogans faisant l'éloge du dictateur irakien, de ses fils et de l'ensemble de sa famille. Les officiels du parti s'attendaient également à ce que les membres recrutent des enfants en bas âge, d'abord à titre d'informateurs pour qu'ils deviennent par la suite membres à part entière. Comme au sein du parti Nazi, les membres du parti Baath devaient surveiller attentivement le comportement de leur famille, de leurs amis, de leurs voisins et de leurs collègues afin que tous se conforment aux directives de leurs supérieurs. Au fil des ans, ces pratiques déshumanisantes, combinées avec la brutalité de Saddam et de ses fils, ont créé au sein de la société irakienne un climat de peur et de méfiance. Enfin, à l'image d'Adolf Hitler, Saddam Hussein était persuadé que la destinée l'avait choisi pour réaliser une mission grandiose. Pendant son règne, il avait d'ailleurs ordonné à plusieurs officiers baathistes, dont certains étaient des agents de renseignement ou encore des diplomates en poste à l'étranger, d'étudier attentivement l'ouvrage rédigé par Adolf Hitler, *Mein Kampf*³⁶.

Ainsi, quand est venu le temps pour Bremer de mettre en œuvre la politique de débaathification élaborée par Douglas Feith, celui-ci y a tout simplement vu une répétition de ce qui avait été fait en Allemagne en 1945. À ses yeux, le *Coalition Provisional Authority Order Number 1*, qui ordonnait le démantèlement du parti Baath et qui interdisait toute image ressemblant de près ou de loin à Saddam Hussein ou à tout autre membre identifiable de l'ancien régime dans le but d'effacer le souvenir du parti Baath de la sphère publique, était semblable, tant au niveau de son objectif que de sa portée, à la politique de dénazification mise en place dans l'Allemagne d'après-guerre qui avait interdit toute représentation de la croix gammée ainsi que les portraits du Führer³⁷. Peu de temps après avoir signé le décret marquant le début du processus de débaathification, Bremer affirmait d'ailleurs qu'il avait autorisé cette politique parce qu'il considérait essentiel de mettre un terme à la domination idéologique du parti Baath, responsable des abus massifs et des mauvais traitements infligés à une importante partie de la population irakienne. Comme il l'avait fait en Allemagne après la Deuxième Guerre mondiale, le gouvernement américain devait donc faire subir aux Baathistes, le même sort qu'aux Nazis, c'est-à-dire les éliminer complètement³⁸.

En septembre 2004, Michael Hirsh questionnait Paul Bremer au sujet de l'ampleur de la tâche qu'il avait acceptée de remplir à la tête de l'APC. S'il admettait volontiers que

³⁵ L. Paul Bremer, *My Year in Iraq : the Struggle to Build a Future of Hope*, New York, Simon & Schuster, 2006, p.38.

³⁶ Ibid., p.39.

³⁷ Ibid., p.42.

³⁸ Thomas E. Ricks, *Fiasco : the American Military Adventure in Iraq*, New York, Penguin Press, 2006, p.160.

la mission de démocratiser le pays dirigé d'une main de fer par Saddam Hussein pendant près de vingt-cinq ans était sans précédent, Bremer soulignait encore une fois que le modèle qui l'avait guidé était la résurrection de l'Allemagne post-Adolf Hitler. Pour appuyer ses dires, Bremer utilisait une série de documents contenant une ligne du temps détaillée pour le développement de chacun des ministères irakiens ainsi qu'un tableau intitulé « Milestones : Iraq and Germany », que nous avons reproduit ci-dessous. Selon lui, ce tableau permettait de mesurer les progrès accomplis en Irak comparativement à ceux de l'Allemagne en 1945³⁹.

Comparative reconstruction milestones for post-Saddam Iraq and post-WWII Germany

	<u>IRAQ</u>	<u>GERMANY</u>
Local Governments Installed	2 Months	8 Months
Independent Central Bank	2 Months	3 Years
Police Established	2 Months	14 Months
New Currency	2 ½ Months	3 Years
Training a new Military	3 Months	10 Years
Major reconstruction plan	4 Months	3 Years
Cabinet Seated	4 Months	14 Months
Full Sovereignty	1 Year	10 Years
New Constitution	2 ½ Years	4 Years
National Elections	3 Years	4 Years
War Trials	Pending	6 Months

Source : Coalition Provisional Authority, *An Historic Review of CPA Accomplishments* [en ligne].
http://www.APC-Iraq.org/pressreleases/20040628_historic_review_CPA.doc

Sur le terrain, Paul Bremer n'était pas le seul Américain à dresser un parallèle entre l'occupation de l'Allemagne en 1945 et celle de l'Irak en 2003. Galvanisée par une victoire militaire rapide, il y avait donc au sein de l'administration Bush une faction empreinte de l'idéologie néoconservatrice qui souhaitait voir les États-Unis mener la reconstruction de l'Irak selon le modèle de l'Allemagne et du Japon de l'après-guerre. À leurs yeux, il fallait instaurer dans ce pays une économie de marché, un taux d'imposition fixe, un secteur industriel et pétrolier privatisé, un nouveau système d'éducation, de nouvelles institutions militaires ainsi qu'un gouvernement démocratique ne reposant pas sur des bases sectaires ou ethniques. Devant les difficultés rencontrées par l'équipe de Jay Garner dans les premiers jours de l'occupation, plusieurs haut-dirigeants américains, notamment Donald Rumsfeld et ses collaborateurs du département de la Défense, ont adopté cet ambitieux agenda néoconservateur⁴⁰.

³⁹ Michael Hirsh, loc. cit.

⁴⁰ Peter W. Galbraith, *The End of Iraq : How American Incompetence Created a War Without End*, New York, Simon & Schuster, 2006, p.116-117.

Selon plusieurs experts, cette comparaison entre l'Allemagne d'après-guerre et l'Irak post-Saddam Hussein était loin d'être vraiment appropriée. En matière de *nation-building*, il ne fait aucun doute que les interventions américaines en Allemagne et au Japon au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale représentaient aux yeux de l'administration Bush des exemples à suivre étant donné le succès dont elles avaient été couronnées⁴¹. Toutefois, comme l'avait lui-même souligné Paul Bremer à son arrivée à Bagdad, l'Irak de 2003 était bien loin d'être l'Allemagne de 1945. D'abord, le nombre de militaires américains présents en sol allemand après la fin de la guerre gagnée par les Alliés n'avait rien de comparable avec le nombre de troupes déployées en Irak en 2003. En effet, suite à la capitulation du régime nazi, l'armée américaine comptait 1 622 000 soldats dans sa zone d'occupation en Allemagne, ce qui représentait un ratio de plus de 100 militaires pour 1 000 habitants⁴². En revanche, après la chute du régime de Saddam Hussein, la coalition menée par les Américains ne disposait que de 125 000 soldats, nombre qui fut augmenté à près de 150 000 dans les premiers mois de l'occupation, mais qui ne représentait tout de même qu'un ratio de 7 militaires pour 1 000 habitants⁴³. De plus, l'Allemagne de 1945, à l'inverse de l'Irak, était, selon Peter W. Galbraith, une « vraie nation », c'est-à-dire qu'elle était constituée d'une population ethniquement et culturellement homogène. Ainsi à l'exception de quelques parallèles intéressants à faire entre le parti Nazi et le parti Baath, l'expérience américaine en Allemagne suite à la Deuxième Guerre mondiale ne s'appliquait pas à l'Irak de 2003⁴⁴.

Ainsi, pour James Dobbins de la Rand Corporation, les Américains auraient plutôt eu intérêt à s'inspirer des opérations de *nation-building* menées par l'administration Clinton dans les années 1990 et pour Charles Tripp, c'est l'expérience britannique en Mésopotamie au lendemain de la Première Guerre mondiale qui aurait dû servir de modèle. En fait, ce sont principalement pour des raisons d'ordre politique que l'administration Bush a choisi d'adopter la reconstruction de l'Allemagne comme modèle pour élaborer les politiques à mettre en œuvre en Irak. Selon James Dobbins, le cas allemand, bien qu'il constitue le meilleur exemple de réussite en matière de *nation-building*, était moins approprié que les cas bosniaque ou kosovar, également qualifiés par l'expert de succès quoique plus mitigés, pour servir de modèle aux dirigeants américains. Toutefois, ces deux analogies, qui auraient peut-être pu avoir un impact favorable sur la mise en œuvre des politiques de reconstruction en Irak, n'étaient pas des choix politiquement acceptables pour l'administration Bush puisqu'elles rappelaient trop et de façon positive l'administration Clinton. À l'inverse, la reconstruction de l'Allemagne pouvait être évoquée comme un succès incontesté qui en plus, n'avait rien à voir avec le

⁴¹ « Germany and Japan are, of course the gold standard of American-led nation-building. The victorious Americans led multiyear occupations that transformed two militaristic dictatorships into economically booming and highly stable democracies that transformed Europe and the Far East ». Peter W. Galbraith, op. cit., p.97.

⁴² Ivo H. Daalder et James M. Lindsay, *America Unbound: the Bush Revolution in Foreign Policy*, Hoboken, Wiley, 2005, p.173.

⁴³ Global Security, *Iraq – US Ground Forces End Strength* [en ligne], loc. cit. Ce fait vient confirmer les dires de Larry Diamond selon qui les Américains n'ont jamais été disposés à investir les ressources pour mener à bien les opérations de reconstruction en Irak.

⁴⁴ Peter W. Galbraith, op. cit., p.97.

prédécesseur immédiat de l'actuel président.

De son côté, Christopher Hemmer soutient dans *Which Lessons Matter? American Foreign Policy Decision Making in the Middle East, 1979-1987* que trois critères influencent les dirigeants au moment où ils sélectionnent une analogie. En effet, selon lui, l'expérience historique des décideurs, le but visé par ceux-ci et le lien de cause à effet entre une décision prise par leurs prédécesseurs et le résultat obtenu sont des facteurs déterminants qui dictent ce choix⁴⁵. Ainsi, dans le cas qui nous intéresse, il est tout à fait pertinent d'analyser ces trois éléments pour comprendre pourquoi certains membres de l'administration Bush ont adhéré à l'analogie allemande malgré ses nombreuses faiblesses. D'abord, la reconstruction de l'Allemagne par les États-Unis et leurs alliés après la Seconde Guerre mondiale représentait pour l'équipe présidentielle le plus grand *success story* américain en matière de *nation-building*. Bien qu'aucun des décideurs en place n'ait personnellement vécu cet épisode de l'histoire des États-Unis, il est possible, d'affirmer comme le fait Hemmer, que la charge émotive véhiculée par cet événement, qui représente le meilleur exemple d'implantation des valeurs et du système démocratique si chers aux Américains, était suffisamment forte pour que ceux-ci le considèrent en première analyse comme un modèle pertinent. De plus, les buts poursuivis en Irak par l'administration Bush, qui rappelons-le avait dès le début de l'occupation adopté l'agenda des néoconservateurs présents au sein du département de la Défense, étaient tout à fait conformes à ceux poursuivis par les Alliés en Allemagne après 1945⁴⁶. À ce propos, James Fallows mentionnait en 2002 que certains hauts placés à Washington considéraient l'intervention des États-Unis en Irak comme une occasion en or de changer la face du monde arabe, tout comme l'intervention en Allemagne avait changé la face de l'Europe centrale⁴⁷. Puisque dans les deux cas, le but poursuivi par le gouvernement américain était, rhétoriquement du moins, l'instauration d'une démocratie et d'une économie de marché, puis la diffusion de ces idéaux dans toute la région, le modèle allemand pouvait encore une fois sembler approprié. Enfin, toujours selon Christopher Hemmer, le dernier facteur qui justifie le choix d'une analogie par un décideur se situe au niveau du lien de causalité entre certaines décisions prises par les officiels d'une époque précédente et le résultat obtenu. À la lumière des recherches que nous avons effectuées, il nous semble que les responsables de l'élaboration des politiques de reconstruction en Irak étaient d'avis que la dénazification du peuple allemand avait été un élément clé ayant mené au succès des opérations entreprises au lendemain de la Seconde Guerre mondiale par les Américains et à l'établissement d'une société libre et démocratique dans ce pays. Ainsi, l'administration Bush a tenté de reproduire l'exploit de ses prédécesseurs en promouvant une politique de débaathification qui en apparence ressemblait à ce qui avait été fait en Allemagne, mais qui en réalité n'était absolument pas adaptée aux réalités de la société irakienne.

La question qui nous a inspiré cette présentation était à la base toute simple : comment expliquer l'échec américain en Irak? La réponse à cette question s'est toutefois

⁴⁵ Christopher Hemmer, op. cit., pp.14-19.

⁴⁶ « The American experience following World War II had almost no applicability to Iraq. But it did fit with the grand ambitions of the Bush Administration », Peter W. Galbraith, op.cit., p.97.

⁴⁷ James Fallows, « The Fifty-first State ? *The Atlantic Monthly*, vol.290, no4 (novembre 2002), p.64.

avérée extrêmement complexe. Tout au long de nos recherches, nous avons lu plusieurs critiques de la stratégie américaine en Irak, mais l'optimisme dont fait toujours preuve l'administration Bush concernant la situation sur le terrain n'a cessé de nous dérouter. En effet, depuis le début de l'intervention jusqu'à aujourd'hui, jamais le président et son équipe n'ont semblé douter de leurs chances de succès⁴⁸. Encore une fois, l'analogie allemande y est peut-être pour quelque chose. Dans son récent ouvrage intitulé *War and Decision: Inside the Pentagon at the Dawn of the War on Terrorism*, Douglas Feith affirme que jamais il ne s'est questionné sur la possibilité de mettre en place des institutions démocratiques dans un pays arabe ou musulman. À cela, il ajoute : « Consider what someone with a so-called realist outlook might have said in 1946, about the idea that Germany and Japan, with their autocratic politics and militaristic cultures, could become within a few decades democratic, stable, and largely pacifistic⁴⁹ ». Dans le même ordre d'idées, le candidat républicain aux prochaines élections présidentielles, le sénateur John McCain se défendait de vouloir maintenir les troupes américaines en Irak pendant encore 100 ans en mentionnant que les États-Unis disposait encore à l'heure actuelle de bases militaires en Allemagne, au Japon de même qu'en Corée du Sud. Ainsi, cinq ans après le lancement de l'intervention, certains Américains semblent toujours considérer le modèle allemand comme une justification appropriée pour la mise en place de certaines politiques en Irak. Malgré l'optimisme désarmant de George W. Bush et de son équipe, les critiques envers sa stratégie en Irak se font, à Washington comme ailleurs dans le monde, de plus en plus nombreuses. Cela n'empêche toutefois pas le président de maintenir le cap et de refuser de fixer un échéancier pour le retrait des troupes comme le demande depuis un certain temps déjà la majorité démocrate au Congrès. Il reviendra donc au 44^e président des États-Unis de décider du sort de l'Irak

⁴⁸ « Five years into this battle, there is an understandable debate over whether the war was worth fighting, whether the fight is worth winning, and whether we can win it,” he said. “The answers are clear to me. Removing Saddam Hussein from power was the right decision, and this is a fight that America can and must win ». George W. Bush cité dans Steven Lee Myers, « Bush Defends Iraq War in Speech », *The New York Times* [en ligne], 20 mars 2008. <http://www.nytimes.com/2008/03/20/world/middleeast/20prexy.html?n=Top/Reference/Times%20Topics/People/C/Cheney,%20Dick> (page consultée le 1er mai 2008).

⁴⁹ Douglas Feith, *War and Decision: Inside the Pentagon at the Dawn of the War on Terrorism*, New York, Harper-Collins, 2008, p.236.

Bibliographie

BREMER, L. Paul, *My Year in Iraq : the Struggle to Build a Future of Hope*, New York, Simon & Schuster, 2006.

CENTER FOR STRATEGIC AND INTERNATIONAL STUDIES, *A Wiser Peace: An Action Strategy For a Post-Conflict Irak* [en ligne]. <http://www.Irakwatch.org/perspectives/csis-wiserpeace-012103.pdf> (page consultée le 4 septembre 2007).

COALITION PROVISIONAL AUTHORITY, *An Historic Review of CPA Accomplishments* [en ligne]. http://www.cpa-iraq.org/pressreleases/20040628_historic_review_cpa.doc (page consultée le 4 septembre 2007).

DAALDER, Ivo H. et James M. Lindsay, *America Unbound: the Bush Revolution in Foreign Policy*, Hoboken, Wiley, 2005.

DAVID, Charles-Philippe, Karine Prémont et Julien Turreille, *L'erreur : L'échec américain en Irak cinq ans plus tard*, Sillery, Septentrion, 2008.

DIAMOND, Larry, « What Went Wrong in Iraq », *Foreign Affairs*, vol.83, no5 (septembre-octobre 2004), p. 34-57.

DOBBINS, James (dir.), *America's Role In Nation-Building*, Santa Monica, RAND, 2003.

FALLOWS, James, « The Fifty-first State ? », *The Atlantic Monthly*, vol.290, no4 (novembre 2002), pp.53-64.

FEARON, James D., « Iraq's Civil War », *Foreign Affairs*, vol.86, no2 (mars-avril 2007), pp.2-7.

FEITH, Douglas, *War and Decision: Inside the Pentagon at the Dawn of the War on Terrorism*, New York, Harper-Collins, 2008.

FRONTLINE, « Extended Interviews – James Dobbins », *The Lost Year in Iraq* [en ligne]. <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/yeariniraq/interviews/dobbins.html> (page consultée le 22 octobre 2007).

FRONTLINE, « Extended Interviews – Paul Bremer », *The Lost Year In Iraq* [en ligne]. <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/yearinIraq/interviews/bremer.html> (page consultée le 4 septembre 2007).

GALBRAITH, Peter W., *The End of Iraq : How American Incompetence Created a War Without End*, New York, Simon & Schuster, 2006.

GLOBAL SECURITY, *Iraq – US Ground Forces End Strengh* [en ligne].

http://www.globalsecurity.org/military/ops/iraq_orbat_es.htm (page consultée le 22 octobre 2007).

GOLDGEIER, James M. et Derek H. Chollet, « The Truman Standard », *The American Interest*, vol.1, no4 (été 2006), p.107-112.

HEMMER, Christopher, *Which Lessons Matter? American Foreign Policy Decision Making in the Middle East, 1979-1987*, Albany, State University of New York Press, 2000.

HERITAGE FOUNDATION, *Forging a Durable Post-War Political Settlement in Irak* [en ligne]. http://www.heritage.org/Research/Irak/upload/37587_1.pdf (page consultée le 4 septembre 2007).

HIRSH, Michael, « Endgame: How Will We Know When We Can Finally Leave? », *The Washington Post*, 26 septembre 2004, p.B1.

HOFFMANN, Stanley, *Gulliver's Troubles, or the Setting of American Foreign Policy*, New York, McGraw-Hill, 1968.

JERVIS, Robert, *Perception and Misperception in International Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1976.

KHONG, Yuen Foong, *Analogies at war : Korea, Munich, Dien Bien Phu, and the Vietnam decisions of 1965*, Princeton, Princeton University Press, 1992.

LIBRARY OF CONGRESS, *Iraq Liberation Act of 1998*, [en ligne]. <http://thomas.loc.gov/cgi-bin/query/z?c105:H.R.4655.ENR>: (page consultée le 4 septembre 2007).

MAY, Ernest R., *Lessons" of the Past; the Use and Misuse of History in American Foreign Policy*, New York, Oxford University Press, 1973.

MYERS, Steven Lee, « Bush Defends Iraq War in Speech », *The New York Times* [en ligne], 20 mars 2008. <http://www.nytimes.com/2008/03/20/world/middleeast/20prexy.html?n=Top/Reference/Times%20Topics/People/C/Cheney,%20Dick> (page consultée le 1er mai 2008).

NATIONAL SECURITY ARCHIVES, *New State Department Releases on the "Future of Irak" Project* [en ligne]. <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB198/index.htm> (page consultée le 4 septembre 2007).

NATIONAL SECURITY ARCHIVES, *Overview* [en ligne]. <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB198/FOI%20Overview.pdf> (page consultée le 4 septembre 2007), p.11.

- NATIONAL SECURITY ARCHIVES, *Transition to Democracy in Iraq* [en ligne]. <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB198/FOI%20Democratic%20Principles.pdf> (page consultée le 4 septembre 2007).
- NEUSTADT, Richard E. et Ernest R. May, *Thinking in Time: the Uses of History for Decision-Makers*, New York, Free Press, 1986.
- PACKER, George, *The Assassins' Gate: America in Iraq*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2005.
- PHILLIPS, David L., *Losing Iraq: Inside the Postwar Reconstruction Fiasco*, New York, Westview Press, 2005.
- RECORD, Jeffrey, *Making War, Thinking History: Munich, Vietnam, and Presidential Uses of Force from Korea to Kosovo*, Annapolis, Naval Institute Press, 2002.
- RECORD, Jeffrey et Dominique David, « Munich, le Vietnam et l'Irak : du bon (ou du mauvais) usage de l'histoire », *Politique étrangère*, vol.70, no 3 (automne 2005), pp.599-611.
- RICKS, Thomas E., *Fiasco : the American Military Adventure in Iraq*, New York, Penguin Press, 2006.
- TENET, George, *At the Center of the Storm: My Years at the CIA*, London, HarperPress, 2007.
- U.S. ARMY WAR COLLEGE, *Reconstructing Irak : Insights, Challenges, and Missions for Military Forces in a Post-Conflict Scenario* [en ligne]. <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pdf/PUB182.pdf> (page consultée le 4 septembre 2007).
- WASHINGTON INSTITUTE FOR NEAR EAST POLICY, *Winning the Peace in the Middle East - A Bipartisan Blueprint for Postwar U.S. Policy* [en ligne]. <http://www.washingtoninstitute.org/html/pdf/WinningthePeace.pdf> (page consultée le 4 septembre 2007).
- WOODWARD, Bob, *State of Denial*, New York, Simon & Schuster, 2006.